



MAIRIE  
**LE VAL**

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/161

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET  
D'OCCUPATION DE VOIRIE**  
**Travaux DEP – pavage rue République/place Gambetta**

**N° 2016/161**

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

**Vu** l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention et Police Municipale à Monsieur Xavier GIRAUD;

**Vu** les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

**Vu** l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

**Vu** la demande en date du 30/08/2016 de la société **DEP Dallage et Pavage**, concernant la réalisation du pavage rue République au niveau de la Place Gambetta – 83143 LE VAL;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses engins sur la chaussée et/ou accotements et à interrompre la circulation rue République - 83143 LE VAL, au niveau de la place Gambetta, le temps nécessaire aux travaux de pavage, en veillant à mettre en place une déviation par une signalisation conforme à la législation.

**ARTICLE 2 :** L'entreprise pétitionnaire s'engage à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux et à faciliter la circulation de véhicules d'intervention et de secours.

**ARTICLE 3 :** Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégâts aux domaines publics et privés.

**ARTICLE 4 :** La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

**Copies transmises à :**

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Fait au Val, le 30 août 2016

L'adjoint Délégué à la Sécurité  
Xavier GIRAUD

